

Pour la Democratie
et pour la Paix!

Charte

Journal d'opinion et d'action populaire

Vers l'Emancipation
de notre Peuple et la
Sauvegarde de ses
Libertes

Numéro 183. (Numéro 43 sous la loi du "Cadenas" Duplessis)

MONTREAL, SAMEDI, LE 10 SEPTEMBRE, 1938

Deux sous.

La Democratie Municipale est en Danger

Les Banquiers veulent le "Commission Government"

Dans un discours radiodiffusé la semaine dernière, le Gérant-général de la Banque d'Epargne de la Cité et du District de Montréal M. Taggart Smyth, a réclamé l'abolition de la démocratie municipale. L'intérêt primordial et pressant de la clique des trustards exigeait que Montréal abdiquât ses droits entre les mains d'une Commission composée d'hommes d'affaires nommés par Maurice-le-Cadenas.

En 1937-38, les contribuables montrealais ont payé aux banquiers la modeste somme de \$18,397,410; c'est le montant des charges à la dette municipale. Plus d'un tiers du revenu! Et la rue Saint-Jacques veut s'assurer que ce ruissseau d'or continue à couler, et que les dépenses pour les services sociaux soit réduites au minimum absolu.

La mesure, bien restreinte, de démocratie municipale dont nous jouissons actuellement, constitue un obstacle dans le chemin de M. Smyth et de ses consorts rapaces. Donc, ceux-ci proposent l'imposition d'un régime de "Commission Government"; un comité de trois des leurs, nommés à leur suggestion par l'objet et docile Duplessis, s'emparerait de l'administration de la ville.

Ici, le désir du gouvernement provincial, de réduire à zéro l'aide accordée aux sans-travail (le notoire projet de Tremblay)—coïncide avec le désir de dictature qui anime les banquiers montrealais. Le Gouvernement par une Commission amènerait PLUS DE MISERE pour le peuple montrealais, et PLUS DE PROFIT aux banquiers et multi-millionnaires. La tentative qu'on fait actuellement pour lancer cette idée est une MENACE à nos libertés populaires et au bien-être général.

Ce qu'il faut à Montréal, ce n'est pas une dictature ouverte des Puissances d'Argent!

Bien au contraire; il nous faut l'élargissement de la démocratie municipale, par l'abolition du dépôt électoral et la représentation proportionnelle au Conseil municipal, de façon à permettre au peuple d'exercer plus directement sa volonté. Au lieu de leur donner des pouvoirs dictatoriaux, il faut briser la mainmise des banquiers sur l'administration montrealaise!

C'est là le seul moyen d'assurer la mise en marche des projets urgents d'amélioration civique et sociale, dans les domaines de la sécurité économique, de la santé publique, de la culture.

EN GARDE CONTRE LA MENACE DU "COMMISSION GOVERNEMENT!"

MADAME LA DUCHESSE D'ATHOLL

l'une des plus distinguées défenseurs de la paix du monde entier, qui donna récemment sa démission comme membre du parti conservateur anglais, en signe de protestation contre la politique extérieure du gouvernement Chamberlain, adressera la parole

LE MARDI 13 SEPTEMBRE

A 8.30 P.M.

AU

THEATRE HIS MAJESTY'S

(Coin Guy et Ste-Catherine)
et parlera sur le sujet suivant:

La Paix Mondiale Peut-elle Etre Preservée

Quand la guerre fait rage sur deux continents et que le monde est menacé de conflit, le problème de prévenir une guerre mondiale est d'une importance capitale. Faisons de cette assemblée une manifestation populaire pour la paix et pour que le Canada devienne l'agent principal de la force du Commonwealth pour la préservation de la paix.

Prevenons la Guerre!

Preservons la Paix!

Admission Gratuite

(Les billets pour sièges réservés sont de 50c et \$1.00 chacun et peuvent être obtenus au guichet du théâtre, chez Willis Co., ou à la pharmacie Macy's—coin Peel et Ste-Catherine).

Comité du Congrès de la Paix du Commonwealth Britannique.

L'Election de Fred Rose dans Cartier renforcera la Democratie Canadienne

Manifeste electoral

Publié au-dessus des signatures de W. Kashtan et de Stanley B. Ryerson, un manifeste du Comité électoral communiste de Cartier vient d'être transmis aux journaux. Le texte de ce manifeste suit.

Le Comité Provincial du Parti Communiste a annoncé déjà au public la nomination de M. Fred Rose comme candidat à l'élection fédérale supplémentaire dans la division de Cartier.

En constatant cette élection, le Parti communiste vient devant le peuple comme champion de ses intérêts, dans un quartier essentiellement ouvrier; ce quartier, lors d'élections précédentes a fourni bien des témoignages d'estime envers notre Parti. A la dernière élection fédérale, surtout, M. Fred Rose fut le deuxième sur la liste des candidats, et reçut 3,400 votes. Le Parti communiste est convaincu que Cartier, en tant que quartier ouvrier, ne doit plus rester à l'état de réserve privé, à la disposition de politiciens libéraux. En même temps il entend lutter, à travers cette élection, pour maintenir la légalité du Parti dans Québec et le sauvegarde des institutions démocratiques.

LES PROBLEMES
DEVANT LE PEUPLE

Les problèmes qui confrontent le peuple du Comité de Cartier lors de cette élection sont les questions extrêmement importantes du relèvement économique et du progrès démocratique. Sous ce rapport, l'importance de cette élection partielle dépasse de loin les seules limites du quartier, et revêt une importance nationale.

Le Gouvernement de M. King, tout en étant l'objet d'attaques de la part du bloc réactionnaire de MM. Duplessis et Hepburn, qu'appuie la rue Saint-Jacques, a jusqu'ici failli à son devoir, et n'a pas réalisé ses promesses d'assurances-chômage, d'un programme de construction, d'une politique active en faveur de la Paix. Ce qui est plus, sur la question de l'infâme Loi du Cadenas (que le "libéral" M. Bercovitch, candidat actuel, a aidé à faire voter), le Gouvernement fédéral a cédé honteusement devant la pression de Duplessis et des forces réactionnaires, refusant d'agir ou de la désavouer, le 8 juillet. En ce qui concerne la menace fasciste et l'anti-sémitisme, dont les agents québécois font partie de l'Internationale du gangsterisme fasciste, le Gouvernement libéral s'est dérobé à la tâche d'instituer une enquête publique, telle que demandée avec insistance, par l'opinion publique canadienne.

L'élection d'un candidat du "Big Business", tel que M. Phillips ou M. Bercovitch, (sur qui on ne peut point compter pour prendre position carrément en faveur de nos libertés) — n'aurait d'autre effet que d'encourager les faiblesses et les capitulations du Gouvernement fédéral.

L'élection, d'autre part, d'un représentant ouvrier, champion des nos libertés et du progrès, tel que Fred Rose, contribuera grandement à renforcer les forces démocratiques, et aidera à changer la politique du Gouvernement dans le sens des véritables intérêts du peuple.

LE PROGRAMME
ET LE CANDIDAT

Le Parti communiste entend dans l'arène électorale avec un programme basé sur sa soumission à la Commission Rowell;

pour le relèvement économique, l'amendement de l'Acte de l'Amérique du Nord, les assurances sociales, un vaste programme de construction, le développement de la voie du Saint-Laurent; pour la défense énergique des libertés démocratiques et syndicales, contre le Fascisme et l'anti-sémitisme.

Le candidat du Parti, Fred Rose, est bien connu des ouvriers et gens progressifs montrealais. Pendant de longues années il a travaillé pour renforcer le mouvement progressif dans le Québec. Comme un bâtisseur du Parti Communiste, il contribuera grandement à gagner au mouvement ouvrier l'appui des masses canadiennes — françaises, qui le connaissent et l'estiment. Son nom est identifié dans l'esprit du public avec l'action antifasciste. Il a fait un travail de pionnier en démasquant les machinations des agents d'Hitler et de Mussolini dans notre pays. Il serait impos-

Interview avec M. Kashtan

Commentant la grande publicité faite au Parti Communiste au sujet de la candidature de Fred Rose dans l'élection complémentaire de Jacques Cartier, Bill Kashtan, au cours d'une entrevue, fit remarquer le grand intérêt que provoque la décision du Parti Communiste de contester l'élection de Jacques Cartier en dépit de la loi du cadenas.

"Nous étudions actuellement les lois électorales fédérales, déclara M. Kashtan, qui fait partie du comité électoral de Fred Rose, et nous recevons de conseils légaux afin de bien connaître nos droits. Notre Parti n'est pas illégal, même dans la province de Québec.

"Le Parti Communiste a l'intention de faire connaître sous peu



FRED ROSE

son programme au peuple de la circonscription de Jacques Cartier afin d'obtenir son appui. Il n'y a pas de doute que Duplessis va faire son possible pour nuire à notre campagne électorale, mais nous formons actuellement notre comité électoral et établissons les quartiers-généraux du candidat.

Prié de donner son opinion sur ses chances de victoire d'un candidat communiste, M. Kashtan déclara que ces chances étaient excellentes. "Ce qui est nécessaire, ajouta-t-il, c'est l'appui du mouvement ouvrier progressif, notamment celui des trade-unions. Une

sible de trouver un meilleur homme pour représenter le Comité de Cartier à la Chambre des Communes.

Le Parti communiste lancé un appel à la C.C.F., aux Libéraux honnêtes, aux Unions ouvrières, aux éléments progressifs, pour qu'ils s'unissent en appuyant la candidature de Fred Rose dans Cartier. L'unité des forces démocratiques dans le Québec et à Ottawa est indispensable si nous voulons assurer le bien-être futur de nos frères et la sauvegarde des nos libertés démocratiques canadiennes. Le Parti communiste se place loyalement au service de la cause de l'unité démocratique, et déploiera toutes ses énergies pour la réaliser.

POUR L'ELECTION DE
FRED ROSE DANS CARTIER:
Le Comité Provincial du Parti
Le Comité Provincial du Parti
communiste;
W. Kashtan,
organisateur.
Stanley B. Ryerson,
secrétaire.

Conference contre la Loi du Cadenas

Les libertés civiles dans la province de Québec doivent être protégées avec l'ardeur même qui pousse nos ancêtres de 1837 à renverser le Family Compact qui existait alors.

Telle fut la substance des remarques des orateurs qui adressèrent la parole, vendredi soir le 2 courant, en la salle des Débardeurs, rue Bonsecours, à la réunion publique de la Ligue des Libertés Civiles de Montréal qui marqua les débuts de la nouvelle campagne contre la loi du cadenas.

Me R.L. Calder c.r., parlant en français devant un auditoire composé en majeure partie de Canadiens-français, fit un résumé des lois du gouvernement provincial en les qualifiant de dictatoriales et d'inconstitutionnelles.

Il fit remarquer surtout le fait que Québec a perdu l'héritage précieux légué par les nobles et glorieux combattants de 1837, lesquels sacrifièrent leur vie pour un principe de liberté que nous avons perdu en 1938 en raison des machinations du gouvernement arbitraire d'Union Nationale.

"Il y a cent ans, ajouta Me Calder, dans l'Ontario et dans Québec des centaines de patriotes abandonnèrent leur vie pour la liberté. Or, en cette année 1938, année de commémoration et de souvenir, nous n'avons pas associé le nom de ces héros.

(Suite page 4.)

Victoire des Charretiers

Chez Cunningham
& Wells

A la suite de l'imposante célébration de la Fête du Travail l'Union des Charretiers, vient de gagner sa seconde victoire dans la grève des deux cents employés chez Cunningham & Wells Co.

Toutes les demandes pour la reconnaissance de l'Union, l'atelier fermé et l'augmentation de salaires ont été accordées et les hommes sont retournés au travail après une grève de 4 heures. Des lignes de piquet furent formées au travail.

Plusieurs corps de police se trouvaient sur les lieux, mais il n'y eut pas de trouble.

Commentant sur la signification de la grève, Neil MacDonald, secrétaire du "Marine Transport Joint Council" déclara que cette récente victoire représentait un grand pas de l'avant dans l'organisation de tous les ouvriers du transport.

"La compagnie qui vient de signer l'entente, à la réputation d'être la compagnie la plus anti-ouvrière sur le port" déclara MacDonald.

De plus, la Compagnie Cunningham & Wells est la plus grande compagnie de ce genre à Montréal.

Le fait que cette compagnie doit signer l'entente aura pour effet d'obliger les autres compagnies à suivre l'exemple.

Les Charretiers piquetèrent avec leurs insignes de grève toute la journée, à la pluie battante, mais revinrent tout heureux de leur victoire.

LA FETE DU TRAVAIL GRANDIOSE MANIFESTATION OUVRIERE

Lundi dernier, la journée était consacrée aux travailleurs. Partout, en Amérique, les ouvriers, oubliant pour un instant les soucis de l'usine ou de l'atelier, ont salué ce jour par d'enthousiastes manifestations. Ici à Montréal, les citoyens ont été témoins d'un grand déploiement des forces ouvrières organisées. En réponse à la persécution que le gouvernement provincial fait peser sur les trade-unions, la parade de la Fête du Travail, fut, cette année, plus imposante et plus nombreuse que jamais. Rien ne fut négligé pour qu'elle reflète fidèlement la vie et la force des unions ouvrières.

Cette parade, qui s'échelonnait sur une longueur de près de deux milles et dont le défilé dura environ une heure et demie, attira l'intérêt bienveillant de la foule. Le long des rues, sur tout le parcours des ouvriers, des milliers de personnes applaudissaient les fanfares et les chars symbolisant la vie des unions ou des ouvriers dans les usines.

Plus de 77 unions, représentant 15,000 membres, prirent part à la parade. On y comptait six chars et sept fanfares.

La parade était partagée en sections. En tête venaient les unions de l'industrie du vêtement, suivies par les métiers de l'imprimerie, puis ceux de l'industrie des étiquettes, du transport, du théâtre et de la construction, enfin les fraternités des employés de chemin de fer et diverses autres unions.

Les fanfares comprenaient celles des Canadian Grenadier Guards et du bataillon des Black Watch; la fanfare des Canadian Girls First Aid et des Life Saving Corps; celles de Delgarde, de St-Hyacinthe et de Drummondville; enfin les fanfares de la compagnie des Tramways et du C.N.R.

L'I.L.G.W.U., l'Union des Marins Canadiens, l'Amalgamated Clothing Workers, l'Union des cuisiniers et des garçons de table et le Conseil des Métiers et du Travail présentèrent des chars représentant la vie des ouvriers et des unions.

(Suite page 4.)

Les Resolution ouvrieres au Congres de Niagara

C'est lundi prochain qu'aura lieu à Niagara Falls la présidence de M. J.M. Draper, l'ouverture de la 54ième convention du Congrès des Métiers et du Travail du Canada, qui groupera plus de 500 délégués des unions internationales de toutes les parties du pays.

Soigneusement préparée par les officiers de toutes les unions, cette session annuelle de l'organisme supérieur du mouvement ouvrier international du Canada promet d'être très occupée. Ca en Québec surtout, en raison de la situation exceptionnellement grave créée par les lois anti-ouvrières du gouvernement Duplessis, on n'a rien négligé pour porter à la connaissance du Congrès les problèmes auxquels les ouvriers ont à faire face, et, en même temps, pour signaler les moyens à prendre pour sauvegarder le droits des unions ouvrières.

L'on annonce que plus de 250 résolutions seront soumises à l'étude de la convention. Ce qui prouve que les ouvriers sont résolus, plus que jamais, à défendre leurs droits et leurs libertés.

Voici les plus importantes de ces résolutions:

Les délégués des employés de chemin de fer, qui sont unanimement opposés à l'unification, soumettront une longue série de résolutions concernant la fusion.

Une quinzaine de résolutions demanderont le rappel de la loi du cadenas; une dizaine d'autres réclameront l'assurance-chômage. Les autres concernent des modifications à apporter aux lois relatives aux contrats collectifs et à la fixation des salaires raisonnables, à la réglementation des heures de travail, les pensions de vieillesse, les rentes viagères, l'éducation de la jeunesse, enfin toutes les mesures possibles à prendre pour assurer le bien-être de la classe des travailleurs, comme les loisirs et congés payés, la rémunération adéquate aux accidents du travail, la protection des femmes et des enfants dans les industries, etc.

L'on discutera aussi, cette année, le problème des relations entre la Fédération Américaine du Travail et le comité d'organisation industrielle.

M.E. Samuel entreprend une Action contre M. Piuze

Le Canada en jeu

L'infâme loi du cadenas qui a, depuis sa première application au bureau de "Charte", il y a environ un an, soulevé tant de protestations à travers tout le pays, est maintenant attaquée en cour supérieure par M. Emery Samuel, membre du bureau provincial du Parti Communiste de la province de Québec, qui fut victime, comme nombre de citoyens de la métropole et de toute la province, de plusieurs descentes de la police provinciale.

Dans l'action qu'il intente au colonel Philippe A. Piuze, chef de la police provinciale, M. Samuel déclare que la loi du cadenas est ultra vires et inconstitutionnelle.

Il affirme, de plus, que durant les mois de juin, juillet et août, les agents de la police provinciale sous les ordres du colonel Piuze, perquisitionnèrent sa demeure, sans mandat, fouillant partout, s'emparant de ses livres, journaux, etc., et laissant finalement la maison sans dessus-dessous.

Ces raids sont illégaux et violent les libertés britanniques; et la loi du cadenas, en vertu de laquelle ils furent accomplis, est inconstitutionnelle et ultra vires des pouvoirs de la législature provinciale.

Cette loi s'applique à des cas relevant du code criminel, cependant.

(Suite page 4.)

Clarte

Journal d'opinions et d'action populaire

Publié par Clarte Enregistrée, Montréal

Imprimé par des ouvriers d'union

Rédaction et Administration: Case postale 2, Station N, à Montréal.

Abonnements: 3 mois, 25c;—6mois, 50c;—Un an, \$1.00

Enregistré comme matière de seconde classe.

MONTREAL, SAMEDI LE 10 SEPTEMBRE, 1938.

La Paix Mondiale est en Danger - Nous devons agir!

La paix mondiale est maintenant dans la balance. Hitler et Mussolini livrent leur guerre criminelle contre l'Espagne. Les militaires japonais pillent la Chine, massacrent le peuple chinois. Et maintenant Hitler menace d'allumer une conflagration en Europe Centrale en attaquant la Tchécoslovaquie.

La question se pose: De quel côté de la balance—du côté de la paix ou du côté de la guerre—le Canada mettra-t-il son poids?

En plein milieu d'une crise mondiale, lorsque notre pays devrait mettre le poids de son influence qu'il peut avoir sur la situation mondiale du côté de la paix, notre gouvernement reste muet.

Hitler veut détruire la république Tchécoslovaquie, c'est là le second point de son programme pour établir un puissant état fasciste; dans l'intention d'engager la guerre contre la France, l'Union Soviétique et contre tous les pays démocratiques. Le dictateur nazi fut dérangé dans ses plans, l'an dernier, lorsque la France et l'Union Soviétique déclarèrent qu'elles supporteraient la Tchécoslovaquie, en dépit des déclarations de Chamberlain qui, que nous ne pouvons pas en diplomatisme méfiance, promettaient la "neutralité" à Hitler.

C'est un fait connu à travers le monde: les états fascistes sont les instigateurs de guerre. Ils essaient par tous les moyens de plonger le monde dans un conflit.

Cependant, ils ne sont pas aussi puissants que les nations qui désirent la paix. Comment se fait-il alors qu'ils réussissent dans une certaine mesure leurs plans de guerre?

Ils réussissent parce que les gouvernements réactionnaires en office dans quelques uns des plus grands pays démocratiques du monde refusent de venir en aide à la cause de la paix, en accord avec les simples principes de morale et de justice. Les instigateurs fascistes, trouvent des alliés parmi des hauts placés dans les pays démocratiques. Le fascisme est une bête cruelle mais lâche, et devant l'action concertée des pays intéressés dans la paix les états fascistes reculeront comme des chiens battus.

Des réactionnaires comme Chamberlain, à l'encontre du désir du peuple anglais, empêchent l'action des pays démocratiques.

Cette politique de sacrifier les nations moins puissantes au fascisme, de paralyser la Ligue des Nations, et d'essayer d'empêcher l'action démocratique contre les agresseurs en se servant de l'influence britannique, est appelée politique de "neutralité".

Ses auteurs disent comme Cain: "Suis-je le gardien de mon frère?" Cette politique fait le jeu des faiseurs de guerre fascistes, et si elle continue encore longtemps, il sera trop tard pour empêcher les états fascistes de déclarer la guerre au monde.

Que fait notre gouvernement? Le premier ministre, M. King, a-t-il promis que le Canada supporterait les nations démocratiques du monde contre l'agression fasciste? Malheureusement, notre pays a, au contraire, contribué à la désunion affaiblissante des pays démocratiques en face de l'agression fasciste.

Notre gouvernement a été témoin de l'attaque fasciste contre les nations faibles et n'a même pas fait entendre une protestation. Se cachant sous cette soi-disant politique de se "mélanger de ses affaires" le Canada aide en réalité les faiseurs de guerre.

Des charges de cuivre, de feraille, de pulpe et d'autres matériaux essentiels à l'industrie de guerre partent régulièrement à destination du Japon pour fabriquer les armes qui sèment le massacre, la désolation en Chine. Notre pays n'hésite pas à envoyer du matériel de guerre au pays fasciste. 90% de notre nickel est envoyé en Allemagne, en Italie et au Japon et est utilisé pour préparer la guerre mondiale. Les intérêts de la paix sont sacrifiés aux profits des multimillionnaires.

Cependant un embargo a été mis sur les envois à l'Espagne républicaine en lutte contre les agresseurs fascistes.

Cette politique est un crime contre la justice, un crime contre la démocratie.

Cette politique est un crime, non seulement parce qu'elle aide les bandits fascistes à massacrer de millions de femmes et d'enfants, à massacrer et à détruire la civilisation, mais parce qu'elle conduit le Canada vers la catastrophe. Ceux qui donnent pour excuse que Hitler et Mussolini et les militaristes japonais n'attaquent pas le Canada en ce moment, savent très bien que si les états fascistes réussissent à anéantir leur présentes victimes, notre pays sera une de leur prochaines victimes.

Seule l'action immédiate du peuple peut changer le cours des choses. Le peuple canadien doit sans tarder prendre position sur la question de paix et de guerre.

Exigeons que notre gouvernement se range du côté de la paix afin de protéger notre avenir!

PRIX ET DIVIDENDES

Les prix de gros atteignent le niveau le plus bas depuis deux ans. Les dividendes, pour les premiers six mois de cette année, sont montés à un niveau record comparés à toute autre période similaire. Ils atteignent \$144,355,000 comparés à \$137,670,000 pour les six premiers mois de l'année passée.

Cependant, les prix des nécessités premières continuent d'augmenter. Le pain, le lait, la viande, la farine et les conserves alimentaires se maintiennent à des prix exorbitants. Le prix des loyers est aussi si haut qu'il est impossible de payer.

On aurait amplement raison de dire: Si les prix de gros ont diminué, si les dividendes ont augmenté—pourquoi alors ne pas réduire les prix de détail et les loyers?

La raison de tout ceci réside dans les pratiques anti-canadiennes des gros monopoles. Ils achètent à vil prix, étouffant l'homme d'affaire moyen, le fermier et le travailleur. Mais ils vendent très cher—exploitant les ouvriers, la classe moyenne et les fermiers.

Il est temps que le gouvernement fédéral prenne des mesures radicales pour freiner les accapareurs. Il est opportun d'attirer l'attention des citoyens sur la manière avec laquelle la population de Toronto obtient une réduction des prix du pain le mois dernier. Protests publiques, la mise à jour des manœuvres des monopoles—voilà comment obtenir des prix plus bas.

A Montréal, le prix du lait vient d'augmenter. Il est à souhaiter que les citoyens et toutes les organisations ouvrières progressives protestent énergiquement et empêchent ce vol commis par le trust du lait.

Vers L'Unité démocratique du Québec

Par E. Roger

Les événements survenus dans Québec cet été ont concouru à mettre plus nettement en évidence les problèmes auxquels la province doit faire face. Ils démontrent en même temps, avec tous les signes de plus en plus d'urgence, l'impérieuse nécessité de l'unité des forces opposées qui s'alignent contre Duplessis et les truets.

Durant les mois de juillet et août, les attaques persistantes du régime Duplessis contre les droits civils et trade-unionistes, loin de diminuer, ont augmenté d'envie et d'intensité. D'autre part, les signes ne manquent pas qui indiquent des développements extrêmement prometteurs et positifs, dans le camp des amis de la démocratie et du progrès dans Québec. Ces développements, toutefois, ne seront effectifs qu'en tant que l'unité contre Duplessis deviendra un fait accompli.

Une fois le huit juillet passé—dernier jour pour le désaveu fédéral de la loi du cadenas—sans qu'Ottawa n'ait fait autre chose que de se dérober à ses responsabilités, le gouvernement du Québec s'efforçait de commencer à prendre le mors aux dents. Le vendalisme et la brutalité, qui jusqu'alors n'avaient pas dépassé certaines limites, augmentèrent soudainement.

LE DOUBLE ASSAUT DE LA REACTION

Une série de raids accomplis à Montréal (comme le sac du Youth Center), odieux par la brutalité avec laquelle on les perpétrait, fut suivi par l'outrage de Québec; le cas maintenant notoire de Lessard. Pour la première fois, au cours des quelques deux cents applications de la loi du cadenas, le domicile d'un citoyen est cadencé et sa famille jetée à la rue.

Voilà comment, dans le Québec catholique, Duplessis respecte la sainteté du foyer et de la famille! Selon les paroles de M. Roger Quimet, libéral bien connu: "Ce qui est arrivé à Québec récemment, quelle que soit la personnalité des victimes, constitue un outrage à la décence publique". (Toronto Daily Star, 9 août.)

L'affaire Lessard dans son inhumanité et sa brutalité flagrante, résume en son essence toute la loi du cadenas en tant qu'attaque contre les institutions démocratiques canadiennes.

INGERENCE PROVINCIALE DANS VILLE ST. LAURENT

A la suite de la démission en bloc de trois échevins et du maire Gohier, le conseil de ville de St. Laurent n'avait pas le "quorum" (nombre nécessaire à la validité d'un vote) pour continuer à procéder à l'administration de cette ville. Le 20 août, le ministère des affaires municipales à Québec désigna M. Laurin (un conservateur défilant aux dernières élections fédérales) comme remplaçant de M. Gohier et trois échevins, MM. Badaux, Valiquette et Bigaouette pour remplacer les échevins démissionnaires, MM. Léonard Harris, François Bélanger et H.-M. Millar.

En procédant ainsi, le ministère des affaires municipales agit contrairement à la volonté des électeurs et au principe d'autonomie municipale. Car il n'y avait pas lieu de nommer un maire et trois échevins pour qu'il y ait quorum. Un seul échevin suffisait.

Pourquoi alors la nomination d'un maire et de trois échevins? On voit tout de suite l'ingérence du gouvernement provincial dans les affaires municipales.

Le 30 août, trois échevins qui conservèrent leur siège convoquèrent une assemblée à l'école Beaudet pour accepter la démission du maire Gohier et des échevins démissionnaires et pour procéder à l'assommoir des nouveaux conseillers nommés temporairement. Mais ces derniers n'assistent pas à l'assemblée sous prétexte qu'ils attendaient l'arrêté ministériel avant de se faire asseoir.

Les trois échevins qualifiés procédèrent sans la présence des nouveaux conseillers et interrogèrent le greffier pour savoir pourquoi le ministère des affaires municipales avait choisi M. Laurin comme maire, en dépit d'une pétition de 400 noms demandant la nomination de M. Philémon Cousineau comme maire.

A une question posée par M. Dalmé à M. Lapointe, celui-ci se décide à dire qu'il reçoit les instructions de M. Potvin de la commission municipale de Québec à l'effet qu'il n'y a pas lieu

Que faire, pour barrer le Chemin à la Reaction

nes et menace avant-coureur du fascisme.

De concert avec la multiplication des descentes en vertu de la loi du cadenas, l'offensive anti-unioniste du gouvernement Duplessis est entrée dans une nouvelle phase.

Lorsque les bills 19 et 20 furent adoptés l'hiver dernier, l'opposition unie des unions internationales et catholiques, lesquelles avaient entrepris une campagne puissante contre leur adoption, étaient encore suffisamment efficaces pour faire échec à la mise en vigueur de cette législation. Quelque six mois s'écoulèrent avant que le gouvernement tentât systématiquement de les appliquer.

Cette tentative se poursuit, depuis deux mois, contre les métiers de la construction, de l'agriculture, de la typographie et dans l'industrie de la teinturerie et du nettoyage. L'exemple le plus éloquent de cette politique nous a été donné dans l'industrie de la construction, où un contrat collectif librement consenti par les employeurs et les employés a été délibérément détruit par le gouvernement et remplacé par un décret dicté par les riches contracteurs, joyeux compères de Duplessis. On refuse, en même temps, dans les autres industries toute requête pour une extension légale des ententes collectives, avec l'intention de le remplacer par des décrets corporatistes du gouvernement.

Les bills 19 et 20 ont pour but essentiel la destruction des unions ouvrières par l'élimination du principe de l'entente collective. Le bill 19, qui permet au gouvernement de changer ou d'annuler les contrats collectifs, constitue le premier coin servant à rompre les contrats existants; le bill 20 suit comme un coup de massue destiné à achever la rupture, en imposant le joug des décrets dictatoriaux du gouvernement où les unions n'ont rien à dire et à propos desquels elles ne sont même pas consultées. Il ne s'agit que de poursuivre cette politique jusqu'à sa conclusion logique pour les droits d'union

des ouvriers soient détruits ainsi que l'existence même des unions ouvrières!

Des manœuvres encore plus ténébreuses complètent les attaques insidieuses, indirectes et détournées des lois des salaires de Duplessis: la tentative systématique de Duplessis de diviser le mouvement ouvrier international. Cette tentative, dont on ne saurait mettre l'existence en doute, s'effectue en sous-main et son but est de corrompre certains éléments nettement réactionnaires et anti-unionistes au sein des unions. Ces efforts de Duplessis coïncident avec ceux de William Green et des monopolisateurs de l'industrie désireux de maintenir l'atelier ouvert.

Comme la loi du cadenas marque les débuts de la campagne de la réaction pour détruire les institutions démocratiques canadiennes, ainsi l'offensive de Duplessis contre les unions est une attaque contre le trade-unionisme en son entier, et s'identifie aux machinations anti-ouvrières des millionnaires de la rue St-Jacques et de Bay Street.

C'est sans aucun accident si la joyeuse réunion convoquée dernièrement pour célébrer l'anniversaire de naissance du Premier ontarien servit à renforcer l'axe Duplessis-Hepburn. Après la visite de l'Ouest par M. Hepburn et celle du Nord du Québec par M. Duplessis, en compagnie de magnats des mines et de financiers américains, et après une nouvelle réunion en compagnie d'autres personnalités de la même trempe, incluant sir James Dunn de l'Algoma Steel Corporation—aura-t-on besoin de se demander: "A qui appartient-elle, cette 'axe'?"

La vague d'opposition populaire devant cette louche combinaison politique et son avant-garde Duplessis, grandit de plus en plus dans Québec. Nous pouvons distinguer à cet égard un courant positif dans les rangs des libéraux, des nationalistes et du travail organisé—les trois principaux groupes du camp opposé. Le sentiment anti-Duplessiste assume un caractère de plus en plus consciemment anti-fasciste. L'opposition à Duplessis s'affirme graduellement plus cohérente, au sein des principaux groupes alignés contre lui; mais l'absence d'unité constitue la faiblesse primaire et constante des rangs des forces démocratiques du Québec.

L'OPPOSITION MURIT

Le discours prononcé par M. Roger Quimet, catholique libéral bien connu, à l'Institut of Politics and Economics est particulièrement significatif relativement à la maturité des forces d'opposition.

M. Quimet est l'un des premiers Canadiens-français de la vie publique catholique à élever la voix contre la loi du cadenas et à exprimer les vrais sentiments de dizaines de milliers de ses coreligionnaires. Après avoir exprimé des doutes à l'effet qu'il le clergé catholique soit responsable de la loi du cadenas, il déclara, "mais s'il l'est, je crois alors, comme catholique romain croyant, que quelconque a commencé à lancer la balle a rendu un bien mauvais service à la cause du catholicisme, de l'unité et de l'amour fraternel dans notre pays." Et relativement au fascisme: "La grande majorité des Canadiens-français, où qu'ils habitent, ne sont pas, n'ont jamais été et ne

seront jamais sympathiques au nazisme de Berlin ou au fascisme de Rome." (Toronto Daily Star, 9 août.)

Le discours de M. Maxime Raymond, (député de Beauharnois), prononcé à une réunion des ouvriers catholiques du textile, est également symptomatique de la tendance qui se dessine parmi les libéraux qui secouent l'influence apathique de la Vieille Garde. M. Raymond préconise la nationalisation de la Dominion Textile, si cette corporation ne met fin à l'oppression des ouvriers. Ce discours fut accueilli par les applaudissements enthousiastes des ouvriers et une furieuse sortie du ministre du Travail de Duplessis, William Tremblay.

Parmi les groupes nationalistes, la convention de l'Action Libérale Nationale de Paul Gouin, tenue à Sorel en juillet dernier, désapprouva ceux des réactionnaires qui espéraient voir adopter un programme corporatiste et d'extrême nationalisme. Au contraire, la convention condamna les lois de salaires corporatistes de Duplessis, affirma le droit d'organisation des ouvriers et recommanda



la l'action contre la dictature économique.

Quoi qu'il en soit, en dépit de cette note progressive, le programme élaboré à Sorel par l'A.L.N. ne prend pas en considération le besoin d'unité populaire et indique très peu ou pas du tout ce qui est nécessaire et pratique pour l'organisation de la lutte contre la dictature économique.

L'A.L.N. demeure donc hésitante, à la croisée des chemins; elle confronte un double danger: par le rôle de désunion qu'elle peut jouer dans le camp de l'opposition; et, en ce qu'elle peut être mal dirigée dans un dangereux sentier de vague démagogie anti-truets au service de la réaction. Cependant, les possibilités progressives de ce mouvement n'en demeurent pas moins et exigent impérieusement une "leadership".

Dans le camp du travail, finalement, l'on enregistre également des progrès. L'opposition militante des Syndicats Catholiques se dresse devant les tentatives d'application des bills 19 et 20, comme le démontre l'énergique assemblée du marché St-Jacques. A la convention de St-Hyacinthe du 17 juillet, les Unions Internationales établirent officiellement leur Fédération Provinciale du Travail, enregistrèrent des gains organisationnels et formèrent le maintien de l'unité au sein de l'A.F. of L.

Le besoin d'unité est particulièrement urgent et impérieux dans les rangs du travail. L'unité au sein des Unions Internationales, que la réaction cherche à désunir; l'unité dans l'action avec les Syndicats Catholiques contre Duplessis, se loir, la voie déjà tracée lors de la

campagne de l'hiver dernier contre les bills 19 et 20. L'unité est un besoin urgent et impérieux parce que les trade-unions du Québec, fortes de 100,000 membres, peuvent, plus que tout autre groupe, rallier et diriger les forces de la démocratie et du progrès.

Pour atteindre ce but, l'action politique du travail uni est nécessaire. La participation de plusieurs officiers des Syndicats Catholiques à la convention de Sorel est significative à cet égard. La création, au printemps dernier, de l'Action Démocratique par les chefs de 60 unions internationales, est un progrès de bon augure; mais ce mouvement doit être lancé sur une grande échelle. Un fois cela accompli, l'Action Démocratique sera en mesure de contribuer positivement, et dans une large mesure, au bien-être de la province, en luttant pour l'objectif qu'elle s'est proposé, soit d'unir les efforts des forces ouvrières et démocratiques du Québec, sur un programme progressif.

L'action unie des trade-unions—l'action unie dans le domaine politique—voilà l'instrument de la défaite de Duplessis.

La vaste majorité des Canadiens-français catholiques est avant tout démocratique, ayant derrière elle une longue tradition de libéralisme.

Les récentes déclarations du pape Pie XI, condamnant l'antisémitisme, le nazisme et le nationalisme exagéré, ont contribué à renforcer, chez les Canadiens-français, les sentiments démocratiques et à affaiblir sérieusement l'influence des agents de Hitler et de Mussolini. Les difficultés éprouvées par les fascistes d'Arcand, la confusion et l'hésitation des corporatistes-séparatistes et du groupe moribond d'Hamel, le Parti National, reflètent ce nouvel état de chose.

En même temps, Duplessis provoque de plus en plus l'antagonisme des ouvriers catholiques par ses attaques contre les trade-unions; et le cas de Lessard commence à susciter une réelle opposition à la loi du cadenas de la part des gens jusqu'ici indifférents ou bien peu au courant de la portée de cette loi.

L'unité démocratique dans le domaine politique et trade-unioniste veut dire unité de la grande masse des catholiques avec les forces du progrès. Que ceci puisse devenir un fait accompli, le doute n'est pas permis; les tendances progressives, dont nous avons brièvement parlé, qui commencent

à percer chez les catholiques du Québec le prouvent. Les intérêts les plus élémentaires des catholiques, dans la lutte pour des améliorations économiques, pour la défense de la dignité de l'individu, la sainteté de foyer, poussent ceux-ci dans le camp du progrès, dans le camp des forces du travail, de la démocratie et du libéralisme honnête. Les intérêts les plus élémentaires des catholiques opposent ceux-ci à Duplessis et au camp de la réaction fasciste.

L'unité démocratique dans le Québec implique l'élaboration d'un programme commun; un programme populaire pour le Québec. Le programme de l'A.L.N., des libéraux, des Syndicats Catholiques et de l'Action Démocratique renferme les éléments d'un tel programme. Les parties essentielles sont—l'action contre la dictature économique des truets, la restauration des droits civils et trade-unionistes, l'obtention, pour le Québec, d'un niveau de développement et de progrès égal à celui des autres provinces. Une large place devrait être donnée, dans un tel programme, à la lutte pour relever la santé de notre peuple, si dangereusement minée par la mortalité infantile et la tuberculose.

L'unité démocratique dans Québec peut et doit devenir un fait tangible au cours des luttes que nous avons à soutenir en commun. La campagne pour le rappel de l'infâme loi du cadenas et la restauration des libertés civiles du Québec; la campagne contre l'application des bills 19 et 20, pour sauvegarder l'existence menacée des unions ouvrières; les prochaines élections municipales de Montréal—tels sont les fondements sur lesquels doit être déposée la pierre angulaire de l'unité.

Le Parti Communiste, qui a préconisé à plusieurs reprises l'unité des forces ouvrières, trade-unionistes et démocratiques, et qui a travaillé à cimenter cette unité, fera loyalement sa part. Nous sommes fermement convaincus qu'un Front Démocratique formé par les ouvriers, les libéraux et les nationalistes honnêtes, travaillant ensemble selon un programme démocratique, peut défaire Duplessis et la menace fasciste, et préserver le Québec pour le progrès.

L'unité démocratique doit, à tout prix, devenir un fait accompli!

M. Franceschini et la Corruption duplessiste

Les relations de Maurice Duplessis sont très vastes; elles embrassent tous les éléments de la population et s'étendent à des individus de toute extraction; le premier ministre cultive avec un soin jaloux la précieuse et profitable amitié des financiers truets, mais sans négliger pour cela la celle de certains individus louches, cauteux, habiles, souples et qui naviguent le plus souvent en eau trouble, comme le signor Franceschini de Toronto.

Cet Italien, que l'on dit natif de Pecora, dans le pays du Duce, est, paraît-il, au mieux avec Duplessis. A tel point qu'il obtient la majorité des contrats pour la construction ou la réfection de nos routes. Toutes sortes de rumeurs circulent cependant sur son compte.

Sont-elles authentiques? Il n'y a pas de fumée sans feu, dit-on.

Si elles sont vraies, ces rumeurs font de ce personnage l'émule du bandit Al Capone; mais un ému- l'ayant mieux réussi que la Balafré, un ému qui, n'étant embarrassé par aucun scrupule, s'est frayé un chemin à travers les obstacles semés par la loi et a conduit sa barque à bon port, mais non sans avoir déjoué les autorités à plusieurs reprises.

Suffit que l'on sache que cet aventurier, cet ancien chevalier d'industrie fait maintenant la pluie et le beau temps à Québec. Et Maurice Duplessis, qui veut nous faire croire que son nom est synonyme d'honnêteté, se prête avec le plus grand plaisir aux louches manœuvres du louché compatriote de Mussolini. Il ne lui refuse rien si l'on en juge par les contrats que ce dernier a obtenus ou est en voie d'obtenir.

Tout cela pour dévoiler la corruption inconcevable du régime d'Union Nationale, ce régime qui prétendait tout rénover, tout pu-

rifier. Eh bien, aujourd'hui, l'âme dirigeante de ce régime, Duplessis, le nationaliste enragé que se consumait de patriotisme, Duplessis, oubliant ses promesses et son patriotisme, favorise des fascistes notoires, importés du pays de Mussolini, comme ceux de la trempe du Franceschini.

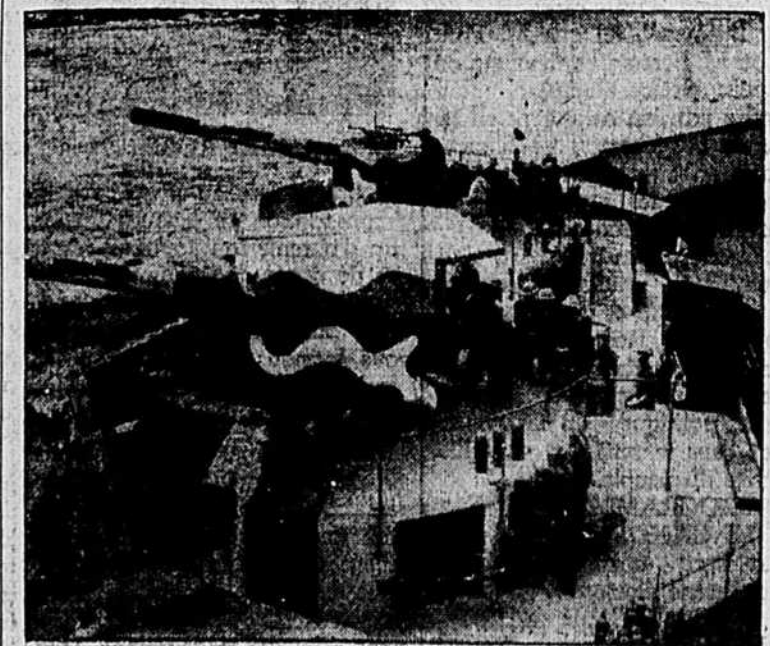
Car plus de 80 pour cent des contrats pour les travaux accomplis sur nos routes ont été confiés à ce personnage, lequel, au lieu d'employer les citoyens canadiens demeurant dans les localités avoisinantes les travaux, fait venir ses compatriotes de l'Ontario et autres endroits, sous prétexte qu'il lui faut une main d'œuvre "experte".

Et ainsi s'accomplissent les vœux promis par Duplessis, à grands cris, à toute la population de la province. Ils seront terminés et les braves cultivateurs qui se sont achetés un camion, sur promesses de travailler durant deux ans, n'auront utilisé leur véhicule que durant quelques semaines. Incapables ensuite de faire les paiements mensuels, ils se le feront enlever, perdant ainsi tout le profit de leur travail.

Voilà la prospérité promise par Duplessis aux habitants de la province de Québec. Triste prospérité en vérité que celle qui permet à des fascistes étrangers, compagnons de corruption du régime actuel, de s'enrichir aux dépens de la population rurale de la province! Mais c'est la politique de Duplessis, politique de favoritisme fasciste, de répression et de corruption flagrante.

Franceschini n'est qu'un des nombreux amis de Duplessis. Il en existe une nuée, aussi avides et aussi peu scrupuleux, que le premier ministre comble d'autres faveurs.

On ne vit jamais, de mémoire de politicien, tant de corruption d'Union Nationale, ce régime qui prétendait tout rénover, tout pu-



Troupes anglaises pratiquant la défense de leurs côtes.

La Vie Ouvrière dans Québec

L'UNION FAIT LA FORCE

LES OUVRIERS DU TEXTILE L'APPRENNENT

Nous publions ci-après le texte du discours de M. Alex Welch, vice-président du Conseil National du Textile, prononcé dernièrement devant un groupe d'ouvriers employés par Patons & Baldwins de York Township.

Confrères: Quoique à déjà travaillé dans notre industrie, l'industrie du textile, ne peut dire sans s'écarter de la vérité, que nous n'entretenons pas le désir, comme ouvriers du textile, de former une union dans les filatures.

Car, du plus loin que nous pouvons nous rappeler, nous avons toujours "entendu parler de l'union". Plusieurs tentatives isolées furent entreprises, dans le passé, par des petits groupes d'ouvriers pour établir des moyens collectifs de discuter nos problèmes et nos griefs avec nos employeurs. Mais ces efforts, si héroïques furent-ils, ne produisirent jamais les résultats désirés.

Jusqu'à deux ans passés, ces tentatives isolées nous valaient certaines concessions dans une filature quelconque. Mais l'organisation cessait aussitôt d'exister, et une période de persécution suivait. La victoire se transformait alors en défaite. Lorsque des individus ou des petits groupes d'ouvriers essayaient d'organiser d'autres filatures, nos employeurs

lançaient de nouvelles attaques qui menaçaient l'existence même des ouvriers; et une autre période de désorganisation frappait les employés.

Il nous sembla pour un moment, dans les filatures, que l'industrie du textile était trop puissante pour nous et que nous ne pourrions jamais organiser une union légitime, libre et démocratique. Les ouvriers éprouvaient les mêmes difficultés dans toutes les sections de l'industrie et dans toutes les parties du pays. Les salaires, les heures et les conditions de travail exigeaient l'action organisée, mais nos tentatives de former une union afin de remédier à la situation étaient sauvagement réprimées par nos employeurs.

Nos employeurs étaient tellement riches et nous étions tellement pauvres que notre désir d'organisation semblait irrévocablement voué à l'insuccès. Nos employeurs semblaient posséder assez de pouvoir pour détruire nos espérances et continuer d'accumuler les profits énormes qu'ils convoitaient; mais, en dépit de tout cela, nous n'avons pas abandonné la partie.

Que pouvions-nous faire d'autre? Nos familles étaient toujours mal nourries, mal vêtues et mal logées; et rien n'annonçait la fin de notre pauvreté.

Les Ouvriers du Textile sont maintenant bien organisés

Mais il y avait d'autres raisons pourquoi nos employeurs étaient si puissants. Ils étaient très bien organisés, ayant un organisme central appelé le Primary Textile Institute. Cet organisme était étroitement lié aux deux plus grosses banques du Canada, la Banque Royale et la Banque de Montréal, et aux trois plus puissantes compagnies du pays, (Montréal, Royal, et National). Nos employeurs entretenaient des relations, et des relations très étroites, avec les législateurs du pays. En raison de leur solide organisation, ils avaient une grande influence sur les corps gouvernementaux et étaient toujours favorisés en certains domaines, comme celui de la protection tarifaire. Ils établissaient eux-mêmes les prix de détail. Ils accumulaient des profits de plus en plus énormes en refusant de réduire leurs prix au niveau de celui des produits bruts, comme le coton, la laine et la soie, quand le prix de ces marchandises baissait de moitié.

Leur force organisée leur servait à lutter contre les ouvriers; ils leur refusaient le même droit dont eux bénéficiaient, c'est-à-dire celui de s'organiser librement dans leur intérêt économique, parce qu'ils comprenaient très bien la puissance de l'unité et de l'organisation.

Mais les Canadiens se fatiguèrent des associés politiques et des valets de nos exploitateurs, et comme citoyens libres d'un pays démocratique, ils les chassèrent du gouvernement et élurent un groupe plus démocratique.

Toutefois, nos employeurs n'avaient pas l'intention d'abandonner leur jeu profitable de voler les contribuables canadiens et les acheteurs des produits textiles. Ils essayèrent donc d'influencer le nouveau gouvernement. Mais celui-ci ne se laissa pas terroriser par le petit groupe des Holt, Gordon, Dawson et Woods et ordonna une enquête afin de découvrir les dessous de ce "racket". Cette enquête fut menée par la commission Turgeon, dont le rapport fut présenté au Parlement en janvier dernier.

Leur force organisée leur servait à lutter contre les ouvriers; ils leur refusaient le même droit dont eux bénéficiaient, c'est-à-dire celui de s'organiser librement dans leur intérêt économique, parce qu'ils comprenaient très bien la puissance de l'unité et de l'organisation.

Mais les Canadiens se fatiguèrent des associés politiques et des valets de nos exploitateurs, et comme citoyens libres d'un pays démocratique, ils les chassèrent du gouvernement et élurent un groupe plus démocratique.

Toutefois, nos employeurs n'avaient pas l'intention d'abandonner leur jeu profitable de voler les contribuables canadiens et les acheteurs des produits textiles. Ils essayèrent donc d'influencer le nouveau gouvernement. Mais celui-ci ne se laissa pas terroriser par le petit groupe des Holt, Gordon, Dawson et Woods et ordonna une enquête afin de découvrir les dessous de ce "racket". Cette enquête fut menée par la commission Turgeon, dont le rapport fut présenté au Parlement en janvier dernier.

Leur force organisée leur servait à lutter contre les ouvriers; ils leur refusaient le même droit dont eux bénéficiaient, c'est-à-dire celui de s'organiser librement dans leur intérêt économique, parce qu'ils comprenaient très bien la puissance de l'unité et de l'organisation.

Mais les Canadiens se fatiguèrent des associés politiques et des valets de nos exploitateurs, et comme citoyens libres d'un pays démocratique, ils les chassèrent du gouvernement et élurent un groupe plus démocratique.

Toutefois, nos employeurs n'avaient pas l'intention d'abandonner leur jeu profitable de voler les contribuables canadiens et les acheteurs des produits textiles. Ils essayèrent donc d'influencer le nouveau gouvernement. Mais celui-ci ne se laissa pas terroriser par le petit groupe des Holt, Gordon, Dawson et Woods et ordonna une enquête afin de découvrir les dessous de ce "racket". Cette enquête fut menée par la commission Turgeon, dont le rapport fut présenté au Parlement en janvier dernier.

Leur force organisée leur servait à lutter contre les ouvriers; ils leur refusaient le même droit dont eux bénéficiaient, c'est-à-dire celui de s'organiser librement dans leur intérêt économique, parce qu'ils comprenaient très bien la puissance de l'unité et de l'organisation.

Mais les Canadiens se fatiguèrent des associés politiques et des valets de nos exploitateurs, et comme citoyens libres d'un pays démocratique, ils les chassèrent du gouvernement et élurent un groupe plus démocratique.

Toutefois, nos employeurs n'avaient pas l'intention d'abandonner leur jeu profitable de voler les contribuables canadiens et les acheteurs des produits textiles. Ils essayèrent donc d'influencer le nouveau gouvernement. Mais celui-ci ne se laissa pas terroriser par le petit groupe des Holt, Gordon, Dawson et Woods et ordonna une enquête afin de découvrir les dessous de ce "racket". Cette enquête fut menée par la commission Turgeon, dont le rapport fut présenté au Parlement en janvier dernier.

Leur force organisée leur servait à lutter contre les ouvriers; ils leur refusaient le même droit dont eux bénéficiaient, c'est-à-dire celui de s'organiser librement dans leur intérêt économique, parce qu'ils comprenaient très bien la puissance de l'unité et de l'organisation.

Mais les Canadiens se fatiguèrent des associés politiques et des valets de nos exploitateurs, et comme citoyens libres d'un pays démocratique, ils les chassèrent du gouvernement et élurent un groupe plus démocratique.

Toutefois, nos employeurs n'avaient pas l'intention d'abandonner leur jeu profitable de voler les contribuables canadiens et les acheteurs des produits textiles. Ils essayèrent donc d'influencer le nouveau gouvernement. Mais celui-ci ne se laissa pas terroriser par le petit groupe des Holt, Gordon, Dawson et Woods et ordonna une enquête afin de découvrir les dessous de ce "racket". Cette enquête fut menée par la commission Turgeon, dont le rapport fut présenté au Parlement en janvier dernier.

Leur force organisée leur servait à lutter contre les ouvriers; ils leur refusaient le même droit dont eux bénéficiaient, c'est-à-dire celui de s'organiser librement dans leur intérêt économique, parce qu'ils comprenaient très bien la puissance de l'unité et de l'organisation.

Mais les Canadiens se fatiguèrent des associés politiques et des valets de nos exploitateurs, et comme citoyens libres d'un pays démocratique, ils les chassèrent du gouvernement et élurent un groupe plus démocratique.

Toutefois, nos employeurs n'avaient pas l'intention d'abandonner leur jeu profitable de voler les contribuables canadiens et les acheteurs des produits textiles. Ils essayèrent donc d'influencer le nouveau gouvernement. Mais celui-ci ne se laissa pas terroriser par le petit groupe des Holt, Gordon, Dawson et Woods et ordonna une enquête afin de découvrir les dessous de ce "racket". Cette enquête fut menée par la commission Turgeon, dont le rapport fut présenté au Parlement en janvier dernier.

Leur force organisée leur servait à lutter contre les ouvriers; ils leur refusaient le même droit dont eux bénéficiaient, c'est-à-dire celui de s'organiser librement dans leur intérêt économique, parce qu'ils comprenaient très bien la puissance de l'unité et de l'organisation.

Mais les Canadiens se fatiguèrent des associés politiques et des valets de nos exploitateurs, et comme citoyens libres d'un pays démocratique, ils les chassèrent du gouvernement et élurent un groupe plus démocratique.

Toutefois, nos employeurs n'avaient pas l'intention d'abandonner leur jeu profitable de voler les contribuables canadiens et les acheteurs des produits textiles. Ils essayèrent donc d'influencer le nouveau gouvernement. Mais celui-ci ne se laissa pas terroriser par le petit groupe des Holt, Gordon, Dawson et Woods et ordonna une enquête afin de découvrir les dessous de ce "racket". Cette enquête fut menée par la commission Turgeon, dont le rapport fut présenté au Parlement en janvier dernier.

Leur force organisée leur servait à lutter contre les ouvriers; ils leur refusaient le même droit dont eux bénéficiaient, c'est-à-dire celui de s'organiser librement dans leur intérêt économique, parce qu'ils comprenaient très bien la puissance de l'unité et de l'organisation.

Mais les Canadiens se fatiguèrent des associés politiques et des valets de nos exploitateurs, et comme citoyens libres d'un pays démocratique, ils les chassèrent du gouvernement et élurent un groupe plus démocratique.

Toutefois, nos employeurs n'avaient pas l'intention d'abandonner leur jeu profitable de voler les contribuables canadiens et les acheteurs des produits textiles. Ils essayèrent donc d'influencer le nouveau gouvernement. Mais celui-ci ne se laissa pas terroriser par le petit groupe des Holt, Gordon, Dawson et Woods et ordonna une enquête afin de découvrir les dessous de ce "racket". Cette enquête fut menée par la commission Turgeon, dont le rapport fut présenté au Parlement en janvier dernier.

Leur force organisée leur servait à lutter contre les ouvriers; ils leur refusaient le même droit dont eux bénéficiaient, c'est-à-dire celui de s'organiser librement dans leur intérêt économique, parce qu'ils comprenaient très bien la puissance de l'unité et de l'organisation.

Mais les Canadiens se fatiguèrent des associés politiques et des valets de nos exploitateurs, et comme citoyens libres d'un pays démocratique, ils les chassèrent du gouvernement et élurent un groupe plus démocratique.

Toutefois, nos employeurs n'avaient pas l'intention d'abandonner leur jeu profitable de voler les contribuables canadiens et les acheteurs des produits textiles. Ils essayèrent donc d'influencer le nouveau gouvernement. Mais celui-ci ne se laissa pas terroriser par le petit groupe des Holt, Gordon, Dawson et Woods et ordonna une enquête afin de découvrir les dessous de ce "racket". Cette enquête fut menée par la commission Turgeon, dont le rapport fut présenté au Parlement en janvier dernier.

Leur force organisée leur servait à lutter contre les ouvriers; ils leur refusaient le même droit dont eux bénéficiaient, c'est-à-dire celui de s'organiser librement dans leur intérêt économique, parce qu'ils comprenaient très bien la puissance de l'unité et de l'organisation.

Mais les Canadiens se fatiguèrent des associés politiques et des valets de nos exploitateurs, et comme citoyens libres d'un pays démocratique, ils les chassèrent du gouvernement et élurent un groupe plus démocratique.

Toutefois, nos employeurs n'avaient pas l'intention d'abandonner leur jeu profitable de voler les contribuables canadiens et les acheteurs des produits textiles. Ils essayèrent donc d'influencer le nouveau gouvernement. Mais celui-ci ne se laissa pas terroriser par le petit groupe des Holt, Gordon, Dawson et Woods et ordonna une enquête afin de découvrir les dessous de ce "racket". Cette enquête fut menée par la commission Turgeon, dont le rapport fut présenté au Parlement en janvier dernier.

Leur force organisée leur servait à lutter contre les ouvriers; ils leur refusaient le même droit dont eux bénéficiaient, c'est-à-dire celui de s'organiser librement dans leur intérêt économique, parce qu'ils comprenaient très bien la puissance de l'unité et de l'organisation.

Mais les Canadiens se fatiguèrent des associés politiques et des valets de nos exploitateurs, et comme citoyens libres d'un pays démocratique, ils les chassèrent du gouvernement et élurent un groupe plus démocratique.

Toutefois, nos employeurs n'avaient pas l'intention d'abandonner leur jeu profitable de voler les contribuables canadiens et les acheteurs des produits textiles. Ils essayèrent donc d'influencer le nouveau gouvernement. Mais celui-ci ne se laissa pas terroriser par le petit groupe des Holt, Gordon, Dawson et Woods et ordonna une enquête afin de découvrir les dessous de ce "racket". Cette enquête fut menée par la commission Turgeon, dont le rapport fut présenté au Parlement en janvier dernier.

Leur force organisée leur servait à lutter contre les ouvriers; ils leur refusaient le même droit dont eux bénéficiaient, c'est-à-dire celui de s'organiser librement dans leur intérêt économique, parce qu'ils comprenaient très bien la puissance de l'unité et de l'organisation.

Mais les Canadiens se fatiguèrent des associés politiques et des valets de nos exploitateurs, et comme citoyens libres d'un pays démocratique, ils les chassèrent du gouvernement et élurent un groupe plus démocratique.

Toutefois, nos employeurs n'avaient pas l'intention d'abandonner leur jeu profitable de voler les contribuables canadiens et les acheteurs des produits textiles. Ils essayèrent donc d'influencer le nouveau gouvernement. Mais celui-ci ne se laissa pas terroriser par le petit groupe des Holt, Gordon, Dawson et Woods et ordonna une enquête afin de découvrir les dessous de ce "racket". Cette enquête fut menée par la commission Turgeon, dont le rapport fut présenté au Parlement en janvier dernier.

Leur force organisée leur servait à lutter contre les ouvriers; ils leur refusaient le même droit dont eux bénéficiaient, c'est-à-dire celui de s'organiser librement dans leur intérêt économique, parce qu'ils comprenaient très bien la puissance de l'unité et de l'organisation.

Mais les Canadiens se fatiguèrent des associés politiques et des valets de nos exploitateurs, et comme citoyens libres d'un pays démocratique, ils les chassèrent du gouvernement et élurent un groupe plus démocratique.

Toutefois, nos employeurs n'avaient pas l'intention d'abandonner leur jeu profitable de voler les contribuables canadiens et les acheteurs des produits textiles. Ils essayèrent donc d'influencer le nouveau gouvernement. Mais celui-ci ne se laissa pas terroriser par le petit groupe des Holt, Gordon, Dawson et Woods et ordonna une enquête afin de découvrir les dessous de ce "racket". Cette enquête fut menée par la commission Turgeon, dont le rapport fut présenté au Parlement en janvier dernier.

Leur force organisée leur servait à lutter contre les ouvriers; ils leur refusaient le même droit dont eux bénéficiaient, c'est-à-dire celui de s'organiser librement dans leur intérêt économique, parce qu'ils comprenaient très bien la puissance de l'unité et de l'organisation.

Mais les Canadiens se fatiguèrent des associés politiques et des valets de nos exploitateurs, et comme citoyens libres d'un pays démocratique, ils les chassèrent du gouvernement et élurent un groupe plus démocratique.

Toutefois, nos employeurs n'avaient pas l'intention d'abandonner leur jeu profitable de voler les contribuables canadiens et les acheteurs des produits textiles. Ils essayèrent donc d'influencer le nouveau gouvernement. Mais celui-ci ne se laissa pas terroriser par le petit groupe des Holt, Gordon, Dawson et Woods et ordonna une enquête afin de découvrir les dessous de ce "racket". Cette enquête fut menée par la commission Turgeon, dont le rapport fut présenté au Parlement en janvier dernier.

Leur force organisée leur servait à lutter contre les ouvriers; ils leur refusaient le même droit dont eux bénéficiaient, c'est-à-dire celui de s'organiser librement dans leur intérêt économique, parce qu'ils comprenaient très bien la puissance de l'unité et de l'organisation.

Le rapport Turgeon contient ce que nous ne pouvons que prendre pour une invitation à renforcer notre organisation et à prendre une part active et décisive toutes conditions qui existent pour nous débarrasser des honnêtes de notre industrie. Nous devons signifier à ce géant que nous allons recevoir une meilleure part de l'immense richesse que nous produisons, que nos heures doivent être diminuées et nos conditions de travail améliorées.

Et, confrères, nous pouvons accepter cette invitation sans craindre les difficultés de naguère.

De notre expérience, nous avons appris le secret de la force du géant: l'organisation sur une grande échelle et la détermination de réussir.

Le fureux rugissement qui nous accueillit, nous de l'Union des Ouvriers du Textile, avant que nous ayons complété notre travail d'organisation parmi les ouvriers de toute l'industrie, ne nous effraya, point. Les coups puissants, fureurs et destructeurs du géant devenu enragé furent parés avec courage, intelligence et énergie. La lutte de 18 mois valut à quelques uns de nos cama-

rades des contusions, mais, cependant, l'Union des Ouvriers du Textile avait soutenu l'assaut avec succès. Elle était toujours debout, luttant et retournant coup pour coup après les hostilités.

Si les déclarations de M. Gour et de sa jeune fille, le propriétaire n'avaient pas le droit d'en agir ainsi avec lui parce que son loyer était payé. Le fonctionnaire qui accomplit cette sale besogne est un nommé Durocher. On a brutalisé la femme et la jeune fille; on a endommagé des meubles, enlevant même les aliments déposés sur la table pour le repas du soir.

Si les déclarations de M. Gour sont vraies, l'attitude du propriétaire envers cette famille est d'une injustice inqualifiable. Car le propriétaire doit au moins respecter le bail comme il entend que le locataire le respecte.

Mais ici, comme le malheureux locataire est un chômeur, on ne craint pas de violer la loi, parce qu'on sait très bien que M. Gour ne pourra pas faire respecter ses droits en traduisant ses persécuteurs en justice.

Pendant que vous retournez chez-vous avec votre charge presque complète, sachez-vous qu'il y a ici à Montréal des milliers de familles qui vivent dans un état de misère indescriptible.

"Ne savez-vous pas, brave homme, que la classe ouvrière, qui travaille à des salaires de famine dans les villes, ne peut se procurer le nécessaire et que les chômeurs reçoivent à peine pour vivre?"

"Comprenez-vous maintenant pourquoi vous n'avez pu vous débarrasser de votre charge aujourd'hui. Et croyez-vous que le gouvernement pourrait remédier à cela?"

Non, je ne le crois pas. Duplessis a promis la prospérité aux cultivateurs. Et depuis qu'il est là ça va de mal en pis.

Quand les ouvriers des villes gagnent de bons salaires, c'est la prospérité pour vous cultivateurs, n'est-ce pas?"

En effet.

Alors, nous pouvons admettre que le sort des paysans dépend de celui des ouvriers. Quand ceux-ci sont bien payés, ceux-là font de beaux affaires.

C'est vrai.

Nous êtes au courant de la lutte acharnée que Duplessis livre aux ouvriers des villes. On leur refuse le droit de s'organiser par les bills 19 et 20. Et l'union est leur seul moyen de forcer les patrons à payer de meilleurs salaires.

C'est bien ça.

Alors, Duplessis, par sa politique anti-ouvrière, atteint indirectement le fermier; il ne peut vendre ses produits parce que les ouvriers n'ont pas d'argent.

Vous savez, mon ami, il y a plusieurs manières de fouetter un chat. Duplessis a sa manière à lui.

Je le reconnais.

Il faut bien comprendre ceci, mon brave ami: entre la production et la consommation, il y a un intermédiaire que l'on appelle le trust. Il y a le trust du lait, des confitures, de la laine, du cuir, des viandes, etc.

Combien vous donne-t-on, pour une peau de cheval ou de mouton?"

J'ai déjà vendu des peaux de vache de \$1.00 à \$1.90, et

manier un autre morceau de pain afin de rendre leur esclavage moins pénible.

Les salaires ridicules que nous recevions furent portés à la connaissance du public indigné, ainsi que la misérable pitance qui servait à nous nourrir, à nous vêtir et à maintenir un foyer afin d'élever une nouvelle génération d'ouvriers pour l'industrie du textile. Mais, Dieu me pardonne! vous direz-vous peut-être, combien d'entre nous, moi inclus, sont les enfants des tisserands et des teinturiers dont les parents écartèrent et tisserèrent les fameuses toiles des Vieux Pays? L'état d'esclavage dans lequel nous vivions fut exposé au regard du public.

Les citoyens du Canada furent, en franchant les sources, que nos heures de travail "n'ont pas été beaucoup modifiées depuis que la journée de 10 heures devint générale dans plusieurs provinces vers 1884". Ils virent, avec étonnement, comparer l'industrie du textile du Canada à celle de l'Inde, de la Chine et du Japon, pays que les Canadiens connaissent très bien pour leur arriérisme comparés aux autres pays.

Nous comprenons très bien ce que le juge Turgeon voulait dire quand il rapporta que "les conditions de travail n'apparaissent pas très plaisantes à celui qui visite une filature pour la première fois". Nous avons travaillé dans des filatures durant des années et ces "conditions peu plaisantes" sont chevillées à notre âme.

Les citoyens ordinaires ou les ouvriers en dehors de l'industrie

Notre Force reside dans l'Organisation

Le rapport Turgeon contient ce que nous ne pouvons que prendre pour une invitation à renforcer notre organisation et à prendre une part active et décisive toutes conditions qui existent pour nous débarrasser des honnêtes de notre industrie. Nous devons signifier à ce géant que nous allons recevoir une meilleure part de l'immense richesse que nous produisons, que nos heures doivent être diminuées et nos conditions de travail améliorées.

Et, confrères, nous pouvons accepter cette invitation sans craindre les difficultés de naguère.

De notre expérience, nous avons appris le secret de la force du géant: l'organisation sur une grande échelle et la détermination de réussir.

Le fureux rugissement qui nous accueillit, nous de l'Union des Ouvriers du Textile, avant que nous ayons complété notre travail d'organisation parmi les ouvriers de toute l'industrie, ne nous effraya, point. Les coups puissants, fureurs et destructeurs du géant devenu enragé furent parés avec courage, intelligence et énergie. La lutte de 18 mois valut à quelques uns de nos cama-

rades des contusions, mais, cependant, l'Union des Ouvriers du Textile avait soutenu l'assaut avec succès. Elle était toujours debout, luttant et retournant coup pour coup après les hostilités.

Si les déclarations de M. Gour et de sa jeune fille, le propriétaire n'avaient pas le droit d'en agir ainsi avec lui parce que son loyer était payé. Le fonctionnaire qui accomplit cette sale besogne est un nommé Durocher. On a brutalisé la femme et la jeune fille; on a endommagé des meubles, enlevant même les aliments déposés sur la table pour le repas du soir.

Si les déclarations de M. Gour sont vraies, l'attitude du propriétaire envers cette famille est d'une injustice inqualifiable. Car le propriétaire doit au moins respecter le bail comme il entend que le locataire le respecte.

Mais ici, comme le malheureux locataire est un chômeur, on ne craint pas de violer la loi, parce qu'on sait très bien que M. Gour ne pourra pas faire respecter ses droits en traduisant ses persécuteurs en justice.

Pendant que vous retournez chez-vous avec votre charge presque complète, sachez-vous qu'il y a ici à Montréal des milliers de familles qui vivent dans un état de misère indescriptible.

"Ne savez-vous pas, brave homme, que la classe ouvrière, qui travaille à des salaires de famine dans les villes, ne peut se procurer le nécessaire et que les chômeurs reçoivent à peine pour vivre?"

"Comprenez-vous maintenant pourquoi vous n'avez pu vous débarrasser de votre charge aujourd'hui. Et croyez-vous que le gouvernement pourrait remédier à cela?"

Non, je ne le crois pas. Duplessis a promis la prospérité aux cultivateurs. Et depuis qu'il est là ça va de mal en pis.

Quand les ouvriers des villes gagnent de bons salaires, c'est la prospérité pour vous cultivateurs, n'est-ce pas?"

En effet.

Alors, nous pouvons admettre que le sort des paysans dépend de celui des ouvriers. Quand ceux-ci sont bien payés, ceux-là font de beaux affaires.

C'est vrai.

Nous êtes au courant de la lutte acharnée que Duplessis livre aux ouvriers des villes. On leur refuse le droit de s'organiser par les bills 19 et 20. Et l'union est leur seul moyen de forcer les patrons à payer de meilleurs salaires.

C'est bien ça.

Alors, Duplessis, par sa politique anti-ouvrière, atteint indirectement le fermier; il ne peut vendre ses produits parce que les ouvriers n'ont pas d'argent.

Vous savez, mon ami, il y a plusieurs manières de fouetter un chat. Duplessis a sa manière à lui.

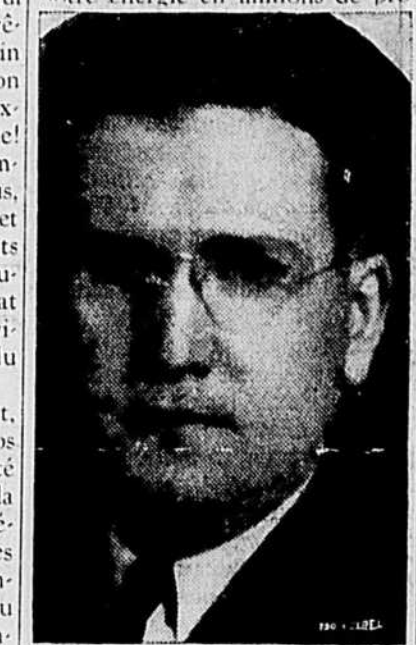
Je le reconnais.

Il faut bien comprendre ceci, mon brave ami: entre la production et la consommation, il y a un intermédiaire que l'on appelle le trust. Il y a le trust du lait, des confitures, de la laine, du cuir, des viandes, etc.

Combien vous donne-t-on, pour une peau de cheval ou de mouton?"

J'ai déjà vendu des peaux de vache de \$1.00 à \$1.90, et

l'idée de la vraie signification des mots suivants du juge Turgeon: Nous ne pouvons expliquer que trop bien à nos compatriotes lequel transformait nos sueurs et notre énergie en millions de profits.



ALEX WELCH

"Les causes les plus sérieuses de la misère des ouvriers proviennent de la poussière dense dans les filatures et d'un haut degré de chaleur et d'humidité"; et quand il dit, plus loin dans son rapport: "En ce qui concerne les chambres où les ouvriers peuvent se changer de vêtements, les cabinets de toilette et les salles à manger, les conditions laissent pas mal à désirer dans plusieurs filatures." Nous ne savons cela que trop bien.

Si les déclarations de M. Gour sont vraies, l'attitude du propriétaire envers cette famille est d'une injustice inqualifiable. Car le propriétaire doit au moins respecter le bail comme il entend que le locataire le respecte.

Mais ici, comme le malheureux locataire est un chômeur, on ne craint pas de violer la loi, parce qu'on sait très bien que M. Gour ne pourra pas faire respecter ses droits en traduisant ses persécuteurs en justice.

Pendant que vous retournez chez-vous avec votre charge presque complète, sachez-vous qu'il y a ici à Montréal des milliers de familles qui vivent dans un état de misère indescriptible.

"Ne savez-vous pas, brave homme, que la classe ouvrière, qui travaille à des salaires de famine dans les villes, ne peut se procurer le nécessaire et que les chômeurs reçoivent à peine pour vivre?"

"Comprenez-vous maintenant pourquoi vous n'avez pu vous débarrasser de votre charge aujourd'hui. Et croyez-vous que le gouvernement pourrait remédier à cela?"

Non, je ne le crois pas. Duplessis a promis la prospérité aux cultivateurs. Et depuis qu'il est là ça va de mal en pis.

Quand les ouvriers des villes gagnent de bons salaires, c'est la prospérité pour vous cultivateurs, n'est-ce pas?"

En effet.

Alors, nous pouvons admettre que le sort des paysans dépend de celui des ouvriers. Quand ceux-ci sont bien payés, ceux-là font de beaux affaires.

C'est vrai.

Nous êtes au courant de la lutte acharnée que Duplessis livre aux ouvriers des villes. On leur refuse le droit de s'organiser par les bills 19 et 20. Et l'union est leur seul moyen de forcer les patrons à payer de meilleurs salaires.

C'est bien ça.

Alors, Duplessis, par sa politique anti-ouvrière, atteint indirectement le fermier; il ne peut vendre ses produits parce que les ouvriers n'ont pas d'argent.

Vous savez, mon ami, il y a plusieurs manières de fouetter un chat. Duplessis a sa manière à lui.

Je le reconnais.

Il faut bien comprendre ceci, mon brave ami: entre la production et la consommation, il y a un intermédiaire que l'on appelle le trust. Il y a le trust du lait, des confitures, de la laine, du cuir, des viandes, etc.

Combien vous donne-t-on, pour une peau de cheval ou de mouton?"

J'ai déjà vendu des peaux de vache de \$1.00 à \$1.90, et

l'idée de la vraie signification des mots suivants du juge Turgeon: Nous ne pouvons expliquer que trop bien à nos compatriotes lequel transformait nos sueurs et notre énergie en millions de profits.

Les salaires ridicules que nous recevions furent portés à la connaissance du public indigné, ainsi que la misérable pitance qui servait à nous nourrir, à nous vêtir et à maintenir un foyer afin d'élever une nouvelle génération d'ouvriers pour l'industrie du textile. Mais, Dieu me pardonne! vous direz-vous peut-être, combien d'entre nous, moi inclus, sont les enfants des tisserands et des teinturiers dont les parents écartèrent et tisserèrent les fameuses toiles des Vieux Pays? L'état d'esclavage dans lequel nous vivions fut exposé au regard du public.

Les citoyens du Canada furent, en franchant les sources, que nos heures de travail "n'ont pas été beaucoup modifiées depuis que la journée de 10 heures devint générale dans plusieurs provinces vers 1884". Ils virent, avec étonnement, comparer l'industrie du textile du Canada à celle de l'Inde, de la Chine et du Japon, pays que les Canadiens connaissent très bien pour leur arriérisme comparés aux autres pays.

Nous comprenons très bien ce que le juge Turgeon voulait dire quand il rapporta que "les conditions de travail n'apparaissent pas très plaisantes à celui qui visite une filature pour la première fois". Nous avons travaillé dans des filatures durant des années et ces "conditions peu plaisantes" sont chevillées à notre âme.

Les citoyens ordinaires ou les ouvriers en dehors de l'industrie

EXPULSION D'

• La Vie Internationale •

Les Paysans mexicains s'unissent

Plus de 2,000 délégués paysans venant de toutes les parties de la République mexicaine, se sont assemblés cette semaine dans une grande Convention pour former la Confédération Nationale des Paysans du Mexique.

La nouvelle organisation comprend pratiquement tous les groupes agraires du pays, comptant plus de 2,400,000 paysans et travailleurs de la ferme.

La Convention eut lieu au Théâtre Hidalgo en présence de Lazaro Cardenas, le président de la République.

Des gouverneurs, sénateurs et députés, plusieurs d'entre eux ay-

ant participé à un programme social pour élever leur niveau social et économique.

POUR AIDER LES FEMMES

En traçant ce qu'il considère "un programme minimum d'action" le président mentionna brièvement les tâches suivantes incombant à la nouvelle organisation: "Répandre l'éducation, fermer les cercles vicieux afin de protéger l'enfance et la jeunesse, porter une attention spéciale aux organisations féminines, travailler pour une plus grande compréhension des méthodes hygiéniques, pour la compréhension et l'application d'une meilleure technique dans la culture de notre sol, aider les organisations de crédit, en un mot, travailler à l'amélioration de nos conditions, une tâche qui fera en même temps de nous, une nation plus grande et meilleure."

Dans son discours, Cardenas appuya sur le fait que pour "développer une organisation responsable qui représentera une grande force morale, la Confédération Nationale des Paysans doit être basée sur des principes démocratiques et une forte discipline des individus est nécessaire, afin de maintenir la démocratie."

En terminant son discours le président dit: "Et finalement, la

nouvelle organisation doit être la force dirigeante dans toute la communauté agricole qu'elle devra activer sous un régime strictement démocratique afin de maintenir et développer l'unité qu'elle vient de fonder. Dans l'accomplissement de ces tâches l'organisation paysanne contribuera à la réalisation du plus grand idéal de la révolution mexicaine qui est d'établir une démocratie ouvrière dans ce pays."

Cardenas venait de lancer la plus grande organisation mexicaine numériquement parlant, ensemble avec la Confédération mexicaine du Travail, plus de 3,500,000 ouvriers et paysans sont maintenant organisés et travaillent vers un but: réaliser les principes de la révolution mexicaine.

L'enthousiasme des délégués ne connut pas de bornes. Il rendit une ovation à leur président qui dura environ une demi-heure et qui dépassa tout ce qu'on peut imaginer en fait d'expression d'admiration et d'affection.

Avant de terminer ses assises, la Convention élut un Comité Exécutif de huit membres y compris une femme. La Confédération Nationale des Paysans du Mexique sera dirigée par Graciano Sanchez, secrétaire général.

Les Eglises Chrétiennes dans le Troisième Reich

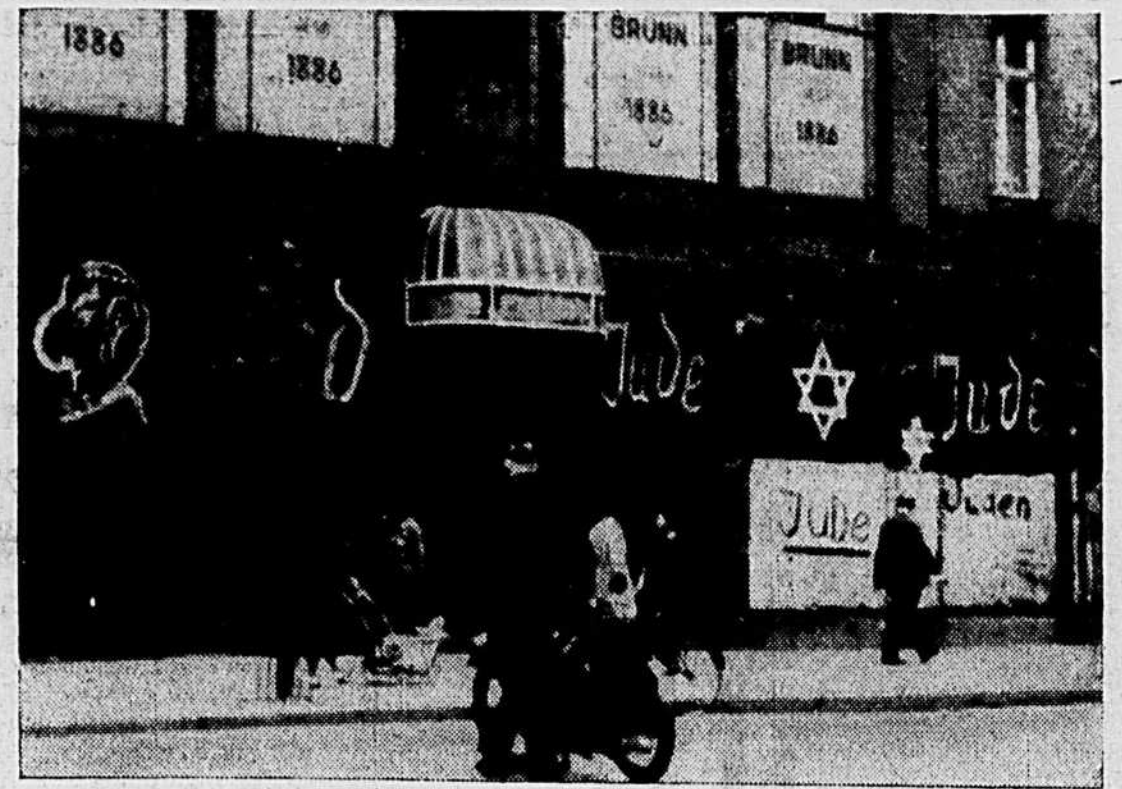
L'annexion de l'Autriche par l'Allemagne

Les expositions précédentes étaient déjà achevées quand survint l'entrevue de Berchtesgaden grave de conséquences entre Hitler et le Chancelier d'Autriche Schuschnigg. Cette entrevue fut suivie un mois plus tard — le 12 mars 1938 — par l'annexion de l'Autriche, que sanctionna le "Plebiscite libre du 10 avril 1938".

L'occupation militaire de l'Autriche par Hitler et la soumission des Evêques autrichiens au Führer ont été les coups les plus durs que les églises chrétiennes ont subis depuis la fondation du 3e Reich.

Les églises chrétiennes en Allemagne avaient enduré précisément pendant les années précédentes l'invasion hitlérienne en Autriche, des attaques multiples de la part du national-socialisme. Ainsi malgré le Concordat signé entre le Troisième Reich et le Vatican confirmant la liberté des écoles catholiques, ces écoles en Allemagne ont été presque entièrement fermées. Grâce à un changement raffiné, par des moyens de pression politique et économique,

on a forcé les parents dans presque toutes les régions catholiques de l'Allemagne à voter "librement" pour l'abandon des écoles catholiques. Citons l'exemple de la ville essentiellement catholique de Munich: en 1934, les écoles nationales-socialistes ne comptaient que 13% de toutes les écoles; en 1935, les pourcentages s'élevaient à 95.2%. Dans la grande ville catholique de Stuttgart, capitale du Wurtemberg, l'école catholique ne comptait plus que 57 élèves. Le corps enseignant catholique a été en grande partie liquidé. En octobre 1937, le ministre d'éducation du Reich, M. Rust, a dissout un des derniers groupements catholiques: l'Union des Instituteurs Catholiques. Quelques autres faits: fin décembre 1937, rien qu'en Rhénanie 70 prêtres catholiques ont été arrêtés, sous l'inculpation d'avoir diffusé des tracts illicites et des appels de l'église. De nombreux hôpitaux des Frères de Charité ou d'autres congrégations ont été soit fermés soit pris en charge par les organismes d'Etat. Plus de 200 journaux catholiques ont été interdits. Le Chef des nationaux-socialistes (Gauleiter) dans la région de Bade a menacé de congédier tous les fonctionnaires s'ils ne soutenaient pas la lutte contre l'église. Ce même Gauleiter, dans les régions du Palatinat et de la Sarre, a interdit à Syre une procession catholique tandis que dans le même temps il organisait une manifestation politique des nationaux-socialistes. Ce Gauleiter s'appelle — Buerske. C'est lui qui est maintenant le dictateur de l'Autriche, et c'est en lui que l'archevêque d'Autriche Innitzer a mis sa confiance.



Voici un des plus grands magasins département de Berlin, les nazis en ont barbouillé les fenêtres avec le mot "Juiif" indiquant que les citoyens ne doivent pas acheter là.

CHRONIQUE DE QUEBEC

(Suite de la page 1.)

Les Canadiens-français, une vie digne d'être humains? Allons-nous continuer à recevoir la charité avec de l'argent gagné par le peuple? Devons-nous nous résigner à la mendicité ou bien lutter pour une vie confortable, saine et joyeuse?

Canadiens-français, éveillons-nous, car la grande lutte internationale entre les exploités et les exploités est commencée dans tout l'univers. Cette lutte ne

peut se terminer que par la victoire de la majorité, car la majorité dans tous les pays du monde se compose de travailleurs prolétaires et de paysans pauvres, tous exploités par des trusts. Entrons dans la lutte pour y prendre une part active, car cette lutte nous débarrassera pour toujours de tous ceux qui vivent des succès du peuple, tout en ne faisant rien pour gagner un seul centin. Travailleurs, unissons-nous pour notre bien commun.

Conférence contre la Loi du Cadenas

(Suite de la page 1.)

"Nous sommes forcés de retourner sur la défensive comme en 1837. Nous avons, encore une fois, perdu nos libertés. Nous avons perdu cent ans de libertés — des libertés obtenues au prix du sang des héroïques partisans de Papineau qui combattirent à St-Eustache et à St-Denis.

"Ces libertés nous sont volées aujourd'hui et les responsables de ce crime sont ceux qui hésitent à honorer les noms de ces grands hommes en cette année de commémoration."

"J'espère qu'un jour nous recouvrerons ces libertés pour lesquelles les courageux patriotes de 1837 sacrifièrent leur vie."

Me Calder poursuivait en disant que plusieurs bons citoyens croient que le peuple canadien-français favorisa la loi du cadenas.

"C'est un des plus grands mensonges de notre gouvernement, affirma l'orateur. Si les Canadiens-français ont gardé le silence, ce n'est pas une raison pour croire qu'ils approuvent cette loi. Ce silence est dû au silence général de la presse canadienne-française, laquelle refusa de publier les faits relatifs à l'inconstitutionnalité de la loi du cadenas."

Le professeur F.W. Beare, l'orateur suivant, lança un appel pour la liberté de parole et déclara que la tyrannie qui règne dans Québec doit prendre fin. "Il faut que nous soyons délivrés de la tyrannie tout aussi bien que des agresseurs étrangers". Cette parole faisait allusion au discours de King demandant "une terre libre".

MM. Paul Fournier et Pat Sullivan parlèrent au nom des unions internationales.

A la fin de l'assemblée, une résolution exigeant le rappel immédiat de la loi du cadenas fut unanimement adoptée.

MANIFESTATION OUVRIERE

(Suite de la page 1.)

Un fort contingent des membres de l'International Ladies Garment Workers Union ouvrait la marche. Le char de cette union, sans contredit le mieux réussi, représentait la vie de l'union dans tous ses domaines. Les gracieuses figurantes, au nombre d'une dizaine, formaient un magnifique tableau des activités de l'union. Deux jeunes filles, portant la touge, symbolisaient la vie intellectuelle de leur union. Les autres symbolisaient que le travail, qui le sport, etc. Complétaient ce tableau plusieurs mot d'ordre appropriés tels que: Pour l'avance-

ment économique. Savoir, c'est pouvoir. Nous sommes pour la démocratie."

Le char de l'Union des Marins Canadiens était également très intéressant. Une chaloupe, de sauvetage voguant sur la crête d'une énorme vague et contenant douze marins habillés pour faire face à la tempête donnait une idée exacte de la rude vie des matelots. "Protégez la vie des marins!" tel était le mot d'ordre de cette union qui attirait le plus l'attention de la foule des spectateurs.

Le char de l'union des employés de restaurant, surmonté d'un énorme poêle et orné de toutes sortes d'ustensiles de cuisine évoquait, avec beaucoup de réalisme, le travail ardu des cuisiniers et des garçons de table.

Enfin, les débardeurs, au nombre de près de 1,500 contribuèrent par leur présence à la réussite de cette imposante parade.

Dans l'après-midi, un piquenique au parc Belmont, à Cartierville et une partie de balle môle par une équipe féminine de l'I.L.G.W.U. conclurent la Fête des travailleurs de façon intéressante.

L'Union fait la Force

Notre but est presque atteint

(Suite de la page 3.)

Mais nous devons reconnaître qu'il a fallu plus que notre audace et notre détermination pour vaincre le géant. Car la force qui fit reculer ce géant pour la première fois fut surtout celle de cet organisme puissant connu sous le nom de mouvement international, lequel promit non seulement de nous aider mais qui accourut à nos côtés aux premiers signes d'hostilité de la part de nos employeurs. Ensemble, sous la bannière du Congrès des Métiers et du Travail du Canada, nous portâmes des coups mortels au vieux système d'exploitation éhonté de l'industrie du textile.

Des résultats suivirent et créèrent du travail pour nous dans les filatures. Notre but est maintenant beaucoup plus près, en raison de cette assistance rendue possible par la sagesse des ouvriers unis du Canada qui ont su maintenir un Congrès des Métiers et du Travail.

Nous devons marcher vers notre but, aidés, conseillés et assistés par le nombre toujours croissant des membres du Congrès des Métiers et du Travail du Canada.

Nous devons augmenter le nombre de nos propres membres, lequel, dans l'espace d'un an, a augmenté de quatre à douze locaux comme résultat de la politique du Congrès des Métiers. Nous ne pouvons nous accorder de délai dans la lutte, et, avec la politique d'unité des travailleurs que du Congrès des Métiers, les succès est chose certaine.

Nous devons hâter l'abolition des pénibles conditions rapportées par la commission Turgeon. Nous devons à nous-mêmes, à nos familles et aux travailleurs canadiens de lutter pour un minimum de salaires, plus élevé, un maximum d'heure amélioré, de meilleures conditions de travail et une nouvelle entente dans notre industrie.

Le Succès dépend de nous

Le gouvernement ne peut faire ces choses pour nous; mais nous pouvons nous unir dans l'Union des Ouvriers du Textile afin de nous entraider et de coopérer avec le gouvernement. Les employeurs ne feront pas ces choses pour nous à moins que nous ne demandions collectivement qu'elles soient accomplies.

Notre union a commencé à accomplir sa tâche historique, sa mission d'émancipation économique

des ouvriers du textile et sa mission d'élever le standard de vie des ouvriers canadiens; elle mérite l'appui de tous les ouvriers, ceux du textile et les autres.

Unissons-nous dans l'Union des Ouvriers du Textile, joignons notre puissant Congrès des Métiers et du Travail, abolissons l'esclavage systématique au Canada et préparons nous une existence plus heureuse.



LAZARO CARDENAS

ant lutté depuis des années pour obtenir l'unité des paysans mexicains prirent une part active aux délibérations de l'assemblée.

En juillet 1935, le Président Cardenas fit le premier pas vers l'unification de la paysannerie en publiant les directives pour le travail du Comité organisationnel. Cette fois, il présida lui-même à l'ouverture de la Convention.

"CHOISSISSONS DES HOMMES SINCERES"

Dans son discours, Cardenas demanda aux délégués de choisir pour leurs officiers: "Seuls, les éléments de votre classe qui sont chers aux masses et qui ont montré leurs capacités et leur honnêteté."

Il suggéra que les femmes soient représentées sur le Comité Exécutif.

"Les organisations paysannes, de concert avec les ouvriers organisés," a-t-il dit, "ont une haute mission à remplir: Lutter pour la

A qui se fier

Un sans-travail, père de sept enfants, fatigué des maigres allocations de chômage dont il doit se contenter depuis longtemps, songea dernièrement à quitter la ville pour aller travailler à Val d'Or.

Mais ne voulant pas laisser sa famille dans le besoin ici, il s'informa au bureau de la commission du chômage du Chalet Laurier si, après son départ, sa famille pourrait bénéficier du secours jusqu'à sa première paie.

On lui répondit affirmativement, pour l'encourager à partir. Et notre homme partit content et le cœur gai, croyant que la commission ferait son devoir.

Mais le lundi suivant, lorsque sa pauvre femme se présenta au bureau de la commission afin de recevoir le chèque habituel, elle dut essuyer un refus. Comme elle insistait, on lui conseilla d'aller à la Saint-Vincent-de-Paul.

De son côté, le mari écrivait au bout de quelques temps, déclarant qu'il ne peut trouver d'emploi à Val d'Or.

L'épouse, munie de cette lettre, se présenta de nouveau à la commission du chômage. Mais on lui répondit qu'elle n'avait pas droit au secours tant que son mari ne serait pas revenu en ville.

Il n'y avait qu'une ressource pour elle et ses enfants: la Saint-Vincent-de-Paul. Elle eut donc recours à cette société, et, le samedi suivant elle reçut la somme de \$3.83.

A la commission du chômage, on exige le retour du mari. Mais le malheureux n'a pas d'argent pour payer son transport. Peu importe, qu'il revienne comme il pourra, car il faut constater de visu qu'il ne travaille pas.

La malheureuse mère de famille se débat dans ce cruel dilemme et ne sait quand elle en sortira.

Le Systeme d'Enseignement en Gaspésie

Par E. SAMUEL

La question de l'éducation de notre peuple est un sujet sur lequel il semble exister le moins de désaccord dans la province de Québec. En effet, assez rares sont les gens qui osent se poser en défenseurs de notre système scolaire. La masse de ceux qui ne s'accordent pas en d'autres domaines est, en général, de l'avis que, quoiqu'il y ait au monde des endroits où l'éducation est plus arriérée qu'en Québec, ces endroits se comptent sur les doigts.

La Gaspésie, dans le domaine de l'éducation, occupe à peu près le rang qu'elle tient dans le domaine économique, c'est-à-dire la dernière place.

Nous ne parlons pas ici du fait que les enfants ne peuvent fréquenter l'école en raison du manque de vêtements convenables, ni nous ne parlons du fait que les enfants commencent, dans bien des cas, à travailler à l'âge de 10 ans et ne peuvent, pour cette raison même, aller à la classe.

Mais nous voulons plutôt parler de l'insuffisance du programme scolaire, de l'enseignement théorique et pratique. Cette question vaut certainement la peine d'être discutée. Après avoir fait enquête sur les lieux, durant deux semaines, nous nous sommes aperçus qu'il n'y avait aucun plan systématique d'éducation dans les écoles. L'élaboration du programme scolaire est plutôt laissée à de pauvres petites filles bien intentionnées mais n'ayant pas reçu l'entraînement nécessaire à cette tâche. Leur initiative n'aboutit donc à rien de sérieux.

LE CAS LATRAVERSE

Monsieur Latraverse, brave père de famille, est, comme beaucoup de ses concitoyens, victime du chômage et traverse actuellement une série d'épreuves qui, si elles sont acceptées avec stoïcisme, lui méritent certainement le paradis à la fin de ses jours. Mais en attendant, la famille aura faim.

Il va sans dire que lorsqu'un chômeur éprouve des difficultés, la commission du chômage est en cause. Le cas de M. Latraverse est classique à cet égard. Il renferme tous les éléments d'un drame comme il s'en joue, tous les jours, aux bureaux de la dite commission.

Un triste matin, M. Latraverse, au cours de sa visite hebdomadaire au bureau de la commission du chômage, apprit que deux de ses enfants n'avaient plus droit au secours.

S'étant informé des raisons qui motivaient cette décision, M. Latraverse apprit, à sa grande surprise, qu'il avait un gendre qui pouvait les faire vivre. Le malheureux père de famille demeura confondu.

Il avait bien un gendre mais ce gendre gagne un salaire de famille et a une famille à faire vivre.

Le résultat est facile à prévoir. Les élèves reçoivent pêle-mêle ce qui est emprunté à divers systèmes d'enseignement; cette méthode "électrique" est confuse et sans ordre.

Avant discuté avec les élèves de ces "classes", nous nous sommes aperçus qu'après deux ou trois ans d'étude, ils ont finalement compris que l'eau est un liquide, que Jacques Cartier était un Breton et que Montréal est une "mauvaise ville".

Nous ne prétendons pas que c'est là tout ce qu'ils ont appris. Mais ce que nous savons, c'est que le reste de leurs connaissances peut être contenu en quelques pages.

LES CITOYENS DE KITCHENER ACCLAMENT LEUR MAIRE

Le maire de Kitchener, Ont., fut acclamé par ses citoyens la semaine dernière pour avoir refusé d'assister aux cérémonies en célébration de la soi-disant "journée allemande" organisée par les agents nazis.

En réponse à une attaque lancée contre lui par les agents d'Hitler, le maire Gordon déclara que les citoyens canadiens-allemands sont en faveur des institutions démocratiques canadiennes, et qu'ils ne seraient pas en faveur du nazisme au Canada.

"Je n'ai pas d'animosité contre le peuple allemand, mais je m'oppose à un gouvernement qui

Ce qu'il y a de plus déplorable dans cette situation, c'est que les quelques institutrices qui ont des idées tendant à l'amélioration de cet état de chose malheureux sont considérées comme des "phénomènes" dangereux. Car, pensez-y, vouloir laisser derrière soi quelques siècles d'inefficacité et de manque d'organisation, quelle audace!

Malgré que le nombre de ces institutrices ne soit pas énorme, il est tout de même suffisant pour contribuer au changement qu'il s'impose dans le système éducatif de la Gaspésie, ou plutôt, devrions-nous dire, à l'instauration d'un système éducatif logique en Gaspésie.

essait d'influencer ceux de "ses" sujets qui s'abritaient "sous notre drapeau", déclara le maire.

En refusant d'assister à cette assemblée nazie, j'ai pensé aux honnêtes citoyens allemands qui ont aidé à fonder cette communauté et qui ne connaissent pas d'autres patriotisme que celui qui consiste à préserver la liberté et la justice au moyen des institutions démocratiques canadiennes.

"Les citoyens doivent payer des taxes énormes pour les armements, ce qui ne serait pas nécessaire si ce n'était pas de cet homme, Hitler, dont les agents viennent dans cette ville pour propager sa doctrine."

Les officiels de la Chambre du Commerce ont déclaré qu'ils prendraient les mesures nécessaires pour empêcher toutes semblables manifestations nazies à l'avenir.

Beaucoup d'employés cela se conçoit, furent mécontents de voir comment les choses se passaient. Ils protestèrent mais en vain.



Cette photo des sans-travail de Vancouver fut prise lors de la grève lorsque les grévistes furent jetés hors des édifices publics au moyen de gaze lacrymogène.